

## Elections régionales Pas de listes communes Front de Gauche - EELV

**Nancy.** « La Fédération de Meurthe-et-Moselle avait demandé explicitement que je sois tête de liste dans le département. Ce ne sera pas le cas. Le mouvement national de mon parti n'y tenait pas. Les négociations ont échoué. Il n'y aura pas d'union entre Front de Gauche et les écos. » Pas le genre à tourner autour du pot, Patrick Hatzig. À entendre le vice-président de la Région Lorraine, et jusqu'à peu, leader de la liste Front de Gauche 54 en vue des élections régionales de décembre, on comprend vite qu'entre son mouvement et celui d'Europe Écologie-Les Verts, les dernières semaines n'ont pas été simples.

À Nancy en fin de semaine dernière, l'ultime tentative en vue de créer des listes communes en Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine a échoué. Si les participants refusent d'en dire trop dans le détail, on

Antoine PETRY

**Emploi** Opération séduction des experts comptables et commissaires aux comptes

## 600 embauches en Lorraine en 2016



■ Les experts comptables et commissaires aux comptes réunis à Nancy. Photo Pierre MATHIS

**Nancy.** Réunis pour deux jours au Centre des Congrès de Nancy, les experts comptables et les commissaires aux comptes de Lorraine connaissent la faille de leur image. Et entendent bien, en conséquence, la corriger : « Nous ne représentons pas une profession qui fait rêver, nous en sommes tous bien conscients », ne fait pas mystère Olivier Balestraci, le président du conseil régional de l'ordre des experts-comptables de Lorraine.

Chaque année, les professions peuvent toutefois présenter un avantage en or massif par les temps qui courent : elles embauchent. S'ils sont environ 450 sur les quatre départements lorrains répartis sur 200 cabinets, pour 4.000 collaborateurs environ, les experts comptables et commissaires aux comptes peuvent peiner à trouver les bons profils pour assurer les 600 embauches annuelles.

A.P.

## express

### Accompagner vers l'emploi les ex-prostituées

**Strasbourg.** Une vingtaine d'ex-prostituées en Alsace bénéficient depuis février d'un dispositif unique en France d'accompagnement vers l'emploi, mis en place par les promoteurs du projet financé par l'Etat, mais qui s'appuie sur le monde associatif.

Pour aider ces femmes (et aussi quelques hommes) à trouver une formation ou un travail, une chargée de mission rémunérée par les pouvoirs publics a été mise à la disposition du Mouvement du Nid, une association qui lutte pour l'abolition de la prostitution, a expliqué Christine Blec, sa vice-présidente nationale. Pour l'heure, 26 ex-prostituées ont bénéficié de ce programme : l'une a suivi une formation de six semaines en informatique, deux sont en passe d'entamer une formation dans le domaine de la sécurité ou du

service à la personne, et une autre a même décroché un emploi en CDI dans une chaîne de restauration rapide.

### Le doigt coupé à la crèche

**Forbach.** Lundi, à la crèche Les Berlingots de Behren-lès-Forbach, un bébé de 16 mois s'est sectionné le doigt en manipulant le tiroir d'un casier en métal. Pris en charge par les pompiers, il a subi une opération chirurgicale à l'hôpital de Nancy. « On a réussi à le recoudre, se réjouit la maman. La maman se pose des questions sur la présence des casiers en métal à la crèche. Elle envisage de déposer une plainte dès son retour de Nancy. » Je ne veux pas qu'un autre enfant se blesse sur ces casiers. » La directrice des Berlingots précise que l'équipe de la crèche est restée « en contact permanent avec la famille, dont elle partage l'inquiétude, et qu'elle l'assure de son soutien ».

**Politique** L'eurodéputée a rencontré Sarkozy hier matin avant d'assister à un bureau politique très animé

## Le sort de Morano fixé ce soir

**Nancy.** Selon toute probabilité, l'investiture pour les régionales sera retirée ce mercredi soir à Nadine Morano par la Commission nationale d'investiture (CNI) des Républicains suite à ses propos sur « la race blanche » tenus dans l'émission de Ruquier le samedi 26 septembre. La CNI a été précédée mardi matin de la rencontre discrète, au siège des Républicains, confirmée dans l'après-midi par le service de presse du parti, entre Nicolas Sarkozy et Nadine Morano.

La CNI, qui se réunira à 18 h 30, devrait être présidée par Christian Estrosi. Mais Nicolas Sarkozy a annoncé sa présence pour expliquer pourquoi il a saisi la Commission, « suite à la demande de Philippe Richert, soutenu par les têtes de liste départementales », précise un proche. Le dossier Meurthe-et-Moselle, qui s'ajoute à l'ordre du jour initialement prévu sur la composition des listes en Midi-Pyrénées et Aquitaine, devrait être abordé en début de séance, « et rapidement tranché », selon l'entourage du patron des Républicains. Valérie Debord, secrétaire général adjoint LR, élue nancéenne, devrait être investie dans la foulée pour conduire la liste départementale de la droite et du centre si la CNI enlève bien l'investiture à l'eurodéputée.

### « Pas invitée »

Nadine Morano, qui est vice-présidente de la CNI (avec trois autres parlementaires), a fait savoir qu'elle ne sera pas présente, en raison de son agenda européen qui la retient à Strasbourg avec la présence de François Hollande et d'Angela Merkel qui viennent évoquer la question des migrants. Selon une source interne aux Républicains, elle « n'a pas été invitée » à participer à la Commission. Philippe Richert, chef de file de la droite et du centre pour la nouvelle région Grand Est, qui devait initialement être auditionné, ne sera pas non plus présent. Il aura eu l'occasion de s'en-



■ Nadine Morano fait savoir qu'elle ne sera pas présente, en raison de son agenda européen. Photo ER

tretenir du cas Morano une nouvelle fois ce mercredi matin avec Nicolas Sarkozy qui reçoit l'ensemble des chefs

de file des régionales.

Mais Nadine Morano était présente ce mardi soir au bureau politique des Républicains (plus d'une centaine de personnes) dont elle est membre. Bureau dont la date de réunion bimestrielle était fixée bien avant la polémique. Nicolas Sarkozy aurait demandé à Nadine Morano d'exprimer « des regrets » sur ses propos, auquel cas « la situation sera reconsidérée par la CNI ». Mais selon un membre du BP, l'eurodéputée « s'est livrée à une longue déclaration reprenant ce qu'elle avait déclaré depuis une semaine en concluant qu'elle ne retirerait rien ». Elle s'est déclarée victime « d'une cabale politique orchestrée par les centristes ». Les échanges auraient été particulièrement vifs entre Sarkozy et Morano qui avait

promis de « le dézinguer », avant de contester avoir employé cette expression mardi matin. Elle aurait rappelé au président des Républicains qu'elle avait toujours été là pour lui, même pendant sa garde à vue. Le cas Morano a également donné lieu à un affrontement entre Copé et Sarkozy.

L'éviction des régionales sera-t-elle la seule sanction visant Nadine Morano après ses déclarations ? « Il n'est pas prévu d'autres sanctions », indiquait dans l'après-midi Sébastien Huyghe, porte-parole des Républicains. « Nadine Morano a tenu un discours qui ne reflète pas la position des Républicains. Mais on n'est pas un parti stalinien qui coupe les têtes ». Seulement les ailes.

Philippe RIVET

## « Erreur de langage » pour Lamblin « Inacceptable » pour Rottner

Jacques Lamblin, député-maire de Lunéville, et président de la fédération 54 des Républicains campé sur une position singulière au sein des Républicains, qu'il assume : « Je n'ai aucune envie d'émettre une critique vis-à-vis de Nadine Morano. C'est une femme de conviction et courageuse. Elle a commis une imprudence. Les réactions fortes dans notre camp ont amplifié

de fait cette erreur de langage en en faisant un événement politique dont plus personne ne maîtrise aujourd'hui les conséquences », estime l'élu meurthe-et-mosellan.

Jean Rottner, maire de Mulhouse, tête de liste dans le Haut-Rhin, et animateur des élus locaux des Républicains ne l'entend pas de cette oreille. « Poser la question raciale comme un principe iden-

titaire est inacceptable, contraire aux valeurs républicaines. On attendait des excuses de Nadine Morano, elles ne sont pas venues. Je ne partage pas ses valeurs. Pour autant je ne demande pas son exclusion ». Un sentiment qui reflétait la tonalité générale hier parmi les Républicains en Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine.

Ph.R.

## Social Après plus de 18 jours de mouvement dans un Ehpad de Meuse, une réunion de médiation est prévue aujourd'hui Hannonville : « Négocier sur quoi ? »

**Verdun.** Depuis plus de 18 jours un mouvement social secoue l'Ehpad d'Hannonville-sous-les-Côtes. La démission de la directrice mise en cause pour son management est demandée. L'assemblée générale de la structure devait avoir lieu lundi soir mais a été repoussée par le président André-Victor Pitz. « Symboliquement, on tient l'assemblée générale. On va faire le constat que le président n'est pas présent et fuit ses responsabilités », assène Didier Bertrand, secrétaire général Meuse de la CFDT.

Selon lui, une réunion de bureau a été tenue le matin même et le vendredi d'avant l'inspection du travail de Bar-le-Duc est venue pour voir comment se passait la gestion de la grève ». Il explique aussi que le président de l'Ehpad « a été reçu à la direction du travail dans l'après-midi (NDLR : lundi) » et qu'à l'issue une « rencontre a été proposée mercredi à 14 h pour une médiation. On y est assez favorable, mais négocier sur quoi ? Aujourd'hui, la direction a échoué dans sa mission. Le préalable, c'est le remplacement de la directrice », poursuit Didier Bertrand.

Pour le docteur Monchaux, concernant le président, « il ne s'agit pas d'une fuite, mais d'une stratégie ». Les débats se sont poursuivis à la mairie de Fresnes, où le maire, Jean-Marie Cousin propose, pour obtenir la majorité, « une campagne d'adhésions à l'association pour voter à l'AG » et la réalisation d'un « tract d'ici à la fin de semaine » qui sera distribué à Vigneulles, Fresnes, Saint-Maurice...

### Réunion publique le 12

Une réunion publique est aussi prévue ce sens à la salle des fêtes d'Hannonville à 20 h le lundi 12 octobre. Avec le souhait d'une cinquantaine d'adhésions.

En tout cas, pour le maire de Fresnes et Jean Picart, conseiller départemental, il n'y a rien de politique dans leur démission : « Nous avons des sensibilités différentes, mais nous sommes solidaires pour gagner », souligne Jean Picart. Jean-Marie Cousin le redit : « Je ne veux pas la pré-sidence du conseil d'administration » et l'a proposée à Marie-Astrid Strauss, la binôme de Jean Picart.

Mais, une chose est sûre : « Demander aux salariés de reprendre le travail sans avoir rien obtenu, n'est pas



■ Une trentaine de personnes assistaient à la réunion.

possible », confie Didier Bertrand. Et « si une démission est remise à la direction », comme cela a été évoqué, « c'est très embêtant, ce serait une victoire ».

« C'est suicidaire de cracher dans le courant de la semaine », déclare une personne présente. La solidarité financière envers les grévistes s'est organisée. Enfin, la question de l'après mouvement est posée : « Deux camps s'opposent. Comment retravailler ensemble ? » et de redire qu'une médiation « avec la même directrice n'est pas possible ».

Pour André-Victor Pitz : « J'adhère à cette réunion qu'on avait proposée la semaine dernière. On va dans le sens de réunir les gens et d'exposer les problèmes ressentis par les grévistes. La reprise d'activité pourra être envisagée si on prend en compte l'analyse des vrais problèmes ». André-Victor

Pitz envoie également un courrier à Marisol Touraine, ministre de la Santé et à Laurence Rossignol, secrétaire d'Etat chargée des personnes âgées et de l'autonomie pour expliquer la situation actuelle.

Hier, les salariés non grévistes ont affiché une pancarte à une fenêtre de l'Ehpad : « S'exprimer est un droit pour tous. Nous majorité de salariés travaillons ».

Frédéric PLANCARD

**Infrastructures** Pour désenclaver le secteur de Villerupt

## La liaison A30 Belval en bonne voie

**Villerupt.** Le désenclavement du secteur de Villerupt se précise. Au printemps 2016, le conseil départemental de Meurthe-et-Moselle devrait être en mesure de mettre en service un nouveau tronçon de 6,5 kilomètres entre la RD26 à Tiercelin et la friche basse de Micheville à Villerupt.

Cette route sera alors raccordée à l'axe réalisé sous maîtrise d'ouvrage mosellane. L'ensemble assurera la liaison avec le site de Belval

désormais réalisé à 80 %. Il reste à poser la dernière couche de roulement de 6 cm d'épaisseur et à mettre en place les équipements terminaux (marquages au sol, panneaux, glissières...).

De passage dans le Pays-Haut hier, à l'occasion d'une journée de rencontre des partenaires du territoire de Longwy, les élus du département sont venus constater l'avancement des travaux.

Le président Mathieu Klein en tête, tous ont eu confirmation que le chantier

meurthe-et-mosellan était en cours. Car le chantier, initialement évalué à 11 M€, a dû composer avec des mesures compensatoires pour préserver la richesse de l'environnement local.

Au total, 62 passages à bâtières et 15 pour la moyenne faune ont dû être aménagés. De part et d'autre du tronçon, des murets de 40 cm de haut ont également été implantés pour éviter que les amphibiens ne se retrouvent sur la chaussée. L'ensemble des dispositifs

de protection a fait augmenter la facture de 3 M€.

Revers de la médaille environnementale, le projet initial d'aménagement de voies douces pour les piétons et les cyclistes a été refusé par les autorités compétentes. Ceci afin de limiter l'empierrement sur la pelouse calcaire. Reste maintenant à savoir comment vont réagir les habitants du secteur, qui avaient pris l'habitude de se promener sur le site sidérurgique désaffecté.

Yannick PAGLIUCHI